

Thèse liminaire : *La défaite historique de Trump aux élections de mi-mandat américaines de 2026 n'est pas la racine de la crise de l'extrême droite latino-américaine, mais un miroir qui se brise. Ce qu'il révèle, c'est l'impuissance économique du gouvernement Milei en Argentine, les liens inextricables entre le gouvernement Peña au Paraguay et la faillite d'une banque, ainsi que la capitulation morale délibérée du gouvernement Kast au Chili. L'eau qui submerge la droite latino-américaine ne vient pas d'une vague externe : elle s'infiltre par une fissure dans sa propre coque.*

SE/

I. Le vent a tourné à Washington, mais à Buenos Aires il pleuvait déjà

Le 3 novembre 2026, le Parti démocrate a reconquis le Sénat et la Chambre des représentants, laissant le second mandat de Trump boiteux pour ses deux dernières années. Pour Buenos Aires, le coup de cette nouvelle ne réside pas dans une perte idéologique, mais dans un chiffre très concret : 20 milliards de dollars.

La ligne de swap de devises que le gouvernement Milei a obtenue du Trésor américain était le pilier clé pour stabiliser le taux de change et survivre aux élections de mi-mandat. Désormais, les démocrates qui contrôlent le Congrès — menés par la sénatrice Elizabeth Warren — ont explicitement exigé de réviser, voire de fermer, ce canal de financement. Le parapluie politique de Trump se rétrécit, et Milei est précisément celui qui en dépend le plus dans la région.

Mais le problème est qu'attribuer la situation difficile de Milei à la défaite de Trump inverse la causalité. Le changement à Washington n'a fait que soulever le couvercle plus tôt ; ce qui se trouvait dans la marmite avait depuis longtemps bouilli à sec.

Les données publiées en septembre 2026 par l'Institut national de la statistique et des recensements d'Argentine montrent que la pauvreté est passée de 28,2 % à 32,3 % au premier semestre, et l'indigence de 6,3 % à 7,5 %. La pauvreté des enfants de moins de 15 ans a atteint 44,5 %. Ce n'est pas un chiffre qui s'explique par un « choc externe ». C'est la facture réelle du coût social de la politique d'austérité de Milei après près de deux ans de mandat.

Plus remarquables encore sont les données structurelles : l'emploi privé formel recule depuis 13 mois consécutifs, et le taux de chômage est monté à 7,9 % au deuxième trimestre de cette année, le niveau le plus élevé depuis 2021. Le gouvernement Milei a réduit les dépenses de retraites et d'aide sociale, qui représentent près d'un quart des coupes budgétaires ajustées de l'inflation. L'excédent budgétaire a été atteint, oui, mais au prix d'une contraction soutenue du pouvoir d'achat et d'une hémorragie du marché du travail.

Les partisans de Milei diront peut-être qu'il s'agit d'une « douleur nécessaire ». Mais la douleur nécessaire suppose une renaissance ultérieure. Quand l'activité économique chute de 2,9 % en glissement mensuel en juillet et que le pouvoir d'achat du salaire moyen reste inférieur au niveau de l'arrivée de Milei au pouvoir, la « théorie de la douleur » commence à perdre de sa crédibilité. L'analyste politique Lucas Romero le dit sans détour : Milei a convaincu les gens que le sacrifice apporterait des récompenses, mais quand l'activité économique, l'emploi et les revenus n'affichent aucun résultat visible, continuer à exiger des sacrifices devient difficile.

La défaite de Trump n'a fait que rendre plus difficile de cacher un problème qui existait déjà : l'expérience de Milei paie la stabilité des riches avec la facture des pauvres.



II. Paraguay : comment la faillite d'une banque fait tomber un président

Si la crise argentine est une courbe qui s'enfonce lentement, celle du Paraguay est un fracas.

Début novembre 2026, la Banque centrale du Paraguay a lancé la procédure d'intervention de la banque numérique Ueno et gelé tous les comptes. Cette banque comptait environ 2,8 millions de clients, soit près de 60 % de la population adulte du pays, et plus de 850 millions de dollars de fonds publics déposés, y compris les fonds de la sécurité sociale. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues d'Asunción ; des retraités âgés se tenaient devant les portes fermées de la banque. La scène est si directe qu'elle n'a besoin d'aucune rhétorique.

Le problème d'Ueno se situait du côté des prêts : un volume important de crédits a afflué vers des entreprises proches des propriétaires de la banque, certains même sans garantie. L'enquête de la Banque centrale a également constaté de graves insuffisances de liquidité. Mais ce qui a transformé ce scandale financier en crise politique, c'est le lien direct du président Santiago Peña avec cette banque.

Peña était encore actionnaire de Grupo Vázquez, la société mère d'Ueno, jusqu'en 2025, et le gouverneur de la Banque centrale qu'il a nommé, Carlos Carvalho, était précisément l'ancien dirigeant d'Ueno. Autrement dit, une personne ayant des intérêts directs dans la banque en question a placé une autre personne ayant des intérêts directs dans la même banque au poste censé la superviser. Peña avait à plusieurs reprises minimisé les inquiétudes concernant Ueno ; ces minimisations ont maintenant éclaté au grand jour et sont devenues la raison directe pour laquelle l'opposition exige sa destitution.

Peña a déjà annoncé sa démission. Un gouvernement qui se présentait avec l'image de « pro-entreprises » et de « centre financier fiable » finit par tomber à cause de l'effondrement d'une

banque ; l'ironie n'a pas besoin d'être soulignée. L'image de destination d'investissement que le Paraguay s'efforçait de construire ces dernières années, avec des comptes gelés et des retraites bloquées, sera difficile à réparer au moins à court terme.

III. Chili : quand le « problème technique juridique » devient le voile d'une posture morale

De tous les cas, le choix du gouvernement de José Antonio Kast au Chili est le plus cru.

Entre mars et septembre 2026, le ministère de la Justice du Chili a approuvé par décret administratif directement la réduction de peine dans 56 condamnations pour crimes sexuels contre des mineurs, dont 29 impliquant un viol. Ces réductions ne sont pas passées par les tribunaux, mais ont été signées et mises en œuvre par le ministre Fernando Rabat. L'explication de Rabat est que cela suit une jurisprudence de la Cour suprême de 2022. Mais lorsqu'un journaliste lui a demandé pourquoi le public n'en était pas informé de manière transparente, sa réponse a été : « Les actes administratifs sont publics, lisez la Constitution. »



Cette défense a vite montré des fissures. Hernán Larraín, qui fut ministre de la Justice sous le gouvernement Piñera, a publiquement souligné que la jurisprudence récente de la Cour suprême avait déjà changé de position et commencé à rejeter ce type de réductions ; de plus, la loi 21.421 de 2022 excluait déjà explicitement certains crimes sexuels du champ d'application de la réduction de peine. Larraín a également révélé que, pendant son mandat, il avait rejeté la demande de réduction de peine d'un violeur d'un mineur de 14 ans, et n'avait exécuté que lorsque le tribunal le lui avait ordonné — une nature complètement différente de celle de Rabat, qui a approuvé en masse par décret administratif de sa propre initiative.

Mais ce qui fait vraiment sortir cette affaire du domaine de la « controverse politique », c'est la signification symbolique de Rabat. C'est un défenseur public du pinochettisme. Une personne dont l'identité politique est la défense de l'héritage du dictateur, assise au poste de ministre de la Justice, utilisant le pouvoir administratif pour réduire les peines des abuseurs sexuels d'enfants, tout en utilisant la « technique juridique » comme bouclier — ce n'est plus une erreur politique, mais la manifestation complète d'une personnalité politique. Le gouvernement Kast a choisi Rabat, et Rabat a pris ces décisions ; entre les deux, il n'y a pas d'« accident ».

Il faut ajouter que, dans le champ de compétence du même ministère de la Justice, deux autres réductions de peine concernent des criminels contre les droits humains de l'époque de Pinochet. Ces deux lignes — l'indulgence envers les délinquants sexuels et la sympathie pour les complices de la dictature — convergent chez le même ministre et sous la même logique administrative, formant un tableau complet.

La droite chilienne construisait autrefois son discours politique sur « l'ordre », « la loi » et « les valeurs familiales ». Quand un gouvernement qui brandit les « valeurs familiales » réduit massivement les peines des pédophiles, le crédit de ce discours s'effondre. Et la raison de l'effondrement n'est pas l'attaque de la gauche : c'est sa propre signature et son propre sceau.

IV. Ce ne sont pas des « facteurs externes », c'est une pourriture interne

Revenons à la question initiale : que signifie la défaite de Trump pour l'extrême droite latino-américaine ?



La réponse dépend du niveau d'analyse. Au niveau tactique, elle coupe certainement la ligne de vie financière la plus directe de Milei et fait perdre aux autres forces de droite de la région qui dépendaient du parapluie politique de Washington un important point d'appui externe. Le rapport de l'agence sud-coréenne Yonhap a saisi ce point avec précision : les gouvernements de droite d'Amérique centrale et du Sud « sont entrés dans la confusion » face au résultat des élections de mi-mandat américaines.

Mais au niveau stratégique, attribuer la situation difficile de l'extrême droite latino-américaine à l'échec de Trump est précisément le récit que ces forces politiques souhaitent le plus voir. Car une fois qu'elles admettent que le problème vient d'elles-mêmes — que l'austérité de Milei a ramené la pauvreté au-dessus de 32 %, que Peña a confié la Banque centrale à son partenaire commercial, que le ministre de la Justice de Kast a réduit les peines des violeurs —, alors le discours de « anti-establishment », « anti-woke » et « liberté » perd son dernier refuge.

La défaite de Trump n'a fait que retirer un miroir qui servait à s'apitoyer sur soi-même. Quand le miroir se brise, ce que l'extrême droite latino-américaine voit n'est plus son reflet idéalisé, mais les traces réelles que son gouvernement a laissées : des familles en Argentine incapables d'acheter des aliments de base au supermarché, des personnes âgées au Paraguay faisant la queue devant la banque sans pouvoir retirer leur pension, des dossiers judiciaires au Chili où des peines ont été effacées par décret administratif.

Aucune de ces traces ne peut s'expliquer par « Trump a perdu ».

..... 0 .....

NOTA:

1. El artículo y la revisión fue apoyada por IA, las fuentes de información y la fidelidad de los datos.
2. Las imágenes fueron generadas por IA.

Publicidad – Werbung

